

## **Elections européennes: analyse des réponses des partis politiques au questionnaire du WWF**

En vue des élections européennes de 2024, le WWF a envoyé un questionnaire aux partis politiques dans 13 pays européens pour évaluer leurs positions sur les questions environnementales et climatiques, en comparant leurs réponses aux recommandations du WWF pour faire face à la crise écologique et climatique durant le prochain mandat européen 2024-2029. Notre Bureau des Politiques Européennes à Bruxelles (EPO) a fait de même avec les partis politiques européens. En France, six partis ont accepté de répondre au questionnaire : La France Insoumise, Parti Socialiste-Place Publique (PS-PP), EELV - Les Ecologistes (EELV-LE), Besoin d'Europe (majorité présidentielle), Les Républicains, le Rassemblement National.

Il y a cinq ans, au lendemain des élections européennes de 2019, était lancé le Pacte vert européen, un plan audacieux visant à atteindre la neutralité climatique, à inverser la perte de biodiversité et à rendre notre société et notre économie plus résilientes face aux bouleversements climatiques.

Face à la gravité des défis climatiques, écologiques, sociaux et géopolitiques en cours, ces élections revêtent une importance particulière. Les partis politiques vont-ils donner la priorité au Pacte vert comme programme politique pour les cinq prochaines années ? Vont-ils rehausser l'ambition climatique de l'Union européenne ? Vont-ils miser sur la nature pour renforcer l'autonomie et la résilience de l'Europe ainsi que la sécurité des Européens ? Vont-ils garantir les investissements publics nécessaires, et créer les conditions pour réorienter les investissements privés, pour conduire la transition tout en soutenant les ménages modestes et les secteurs économiques clés ?

Les mois qui viennent vont déterminer le prochain mandat européen pour 2024-2029. Ils appellent à une discussion ouverte et fondée sur la science, où la crise du climat et la crise de la biodiversité, intrinsèquement liées, devront être traitées de front. Plus que jamais, les dirigeants devront faire preuve de courage et d'ambition en prenant des mesures rapidement tout en veillant à ce que les ménages modestes et les petites entreprises soient accompagnés dans cette indispensable transition.

## RÉSUMÉ

Les partis politiques ont été interrogés sur cinq thèmes : Pacte vert, lutte contre le changement climatique, protection de la nature et résilience, Alimentation – Agriculture – Pêche, Financement de la transition écologique

**Pacte vert** - A la question de savoir si le Pacte vert doit être maintenu comme l'une des principales priorités politiques du prochain mandat, les résultats confirment un fort soutien des listes LFI, PS-PP, EELV-LE. Besoin d'Europe et LR ne répondent pas explicitement à la question. Besoin d'Europe explique vouloir donner la priorité à la mise en œuvre des mesures déjà adoptées mais passe sous silence les textes initialement prévus dans le Pacte vert et non adoptés (alimentation durable, pesticides, produits chimiques...). LR tient à rappeler qu'ils ont soutenu des législations du Pacte vert mais qu'ils s'opposent vigoureusement à ces textes initialement prévus ainsi qu'à celui sur la restauration de la nature en cours d'adoption. Seul le RN affirme qu'ils ne maintiendront pas le Pacte vert comme une priorité politique.

**Climat** - Sur le climat, les partis se divisent sur la rehausse de l'ambition climatique de l'Union européenne: seuls LFI et EELV-LE soutiennent une rehausse forte de l'ambition à laquelle s'opposent LR et le RN qui sont aussi contre un objectif juridiquement contraignant de sortie des énergies fossiles. Un clivage fort et sans surprise oppose les partisans d'un système énergétique 100% renouvelable (EELV-LE, LFI) et les défenseurs du nucléaire (RN, LR), PS-PP ayant une position intermédiaire et Besoin d'Europe devant clarifier sa position (pour un système 100% renouvelable tout en soutenant le nucléaire). Concernant le développement des énergies renouvelables, aucun parti ne se prononce pour un détricotage supplémentaire du droit de l'environnement européen pour faciliter leur développement mais seuls EELV-LE, LFI et PS-PP s'engagent à revenir sur les récentes dérogations inscrites dans la directive énergies renouvelables, alors que pourtant la nature est notre meilleure alliée face au changement climatique. Les crises du climat et de la biodiversité sont jumelles, on ne saurait combattre l'une en aggravant l'autre.

**Nature** - Deux sujets relatifs à la protection de la nature apparaissent consensuels : toutes les listes soutiennent le maintien des objectifs ambitieux de la directive-cadre sur l'eau ainsi qu'une augmentation des investissements européens et nationaux dans la protection et la restauration de la nature (mais Besoin d'Europe, le RN et LR ne se prononcent pas sur le montant proposé de 50 milliards d'euros par an). A l'exception du RN, toutes les listes soutiennent l'intégration des objectifs climatiques et environnementaux existants dans les politiques maritimes européennes. Sur la lutte contre la déforestation, seuls EELV-LE, LFI, PS-PP et Besoin d'Europe soutiennent un texte plus ambitieux. Concernant les aires protégées, la question relative à la transformation d'objectifs volontaires en objectifs contraignants pour les Etats suscite un fort clivage. De manière étonnante, il n'y a pas de consensus sur l'élaboration d'un cadre européen permettant de renforcer la résilience de l'UE aux effets du changement climatique en privilégiant les solutions fondées sur la nature, alors qu'il en va de la sécurité des Européens et du maintien de leur économie. Pour le WWF, c'est l'une des premières mesures à adopter dans le prochain mandat européen.

**Alimentation Agriculture Pêche** - Sur les questions "Alimentation, Agriculture et Pêche", un net clivage se dessine entre, d'une part, ceux voulant accélérer face à l'urgence climatique et écologique, partisans d'un cadre législatif sur les systèmes alimentaires durables, d'une refonte de la Politique agricole commune ou d'une accélération de la mise en œuvre de la Politique commune des pêches (PS-PP, EELV-LE, LFI) et, d'autre part, ceux voulant au contraire mettre un coup d'arrêt aux politiques environnementales ou revenir en arrière en s'opposant à toute nouvelle obligation européenne et plus particulièrement à la stratégie "de la ferme à la table" (LR, RN) ou en défendant une révision à la baisse de la politique des pêches (LR). Besoin d'Europe est dans une position intermédiaire en soutenant un cadre législatif sur l'alimentation durable mais sans objectif juridique pour les consommateurs, une révision de la PAC suivant la stratégie "de la ferme à la table" mais sans suppression des aides directes et enfin un statu quo sur la politique de la pêche.

**Financement de la transition écologique** - Tous les partis soutiennent la nécessité d'investissements publics européens massifs dans la transition écologique et dans son accompagnement social - à l'exception du RN pour lequel ces investissements doivent être décidés au niveau national. Tous soutiennent la nécessité d'augmenter les investissements dans la protection et la restauration de la nature. Un clivage net apparaît sur l'amélioration du cadre européen pour orienter la finance privée vers des activités durables, Besoin d'Europe, LR et le RN s'y opposant clairement, PS-PP, EELV-LE et LFI se prononçant pour. Les réponses sur la suppression progressive des subventions dommageables et de leur réorientation vers la transition écologique sont particulièrement préoccupantes compte tenu des engagements pris depuis des années pour éliminer ces subventions et du peu de progrès accomplis : si les listes PS-PP, EELV-LE et LFI sont clairement pour, Besoin d'Europe et LR la soutiennent sur le principe mais s'opposent à un engagement juridiquement contraignant et LR précise exclure les aides de la PAC aux "pratiques agricoles industrielles" de cette suppression, le RN quant à lui s'y oppose (bien que ne répondant pas à la question, il explique être contre la suppression de l'avantage fiscal sur le gazole non-routier).

Quelques partis se sont exprimés sur la question plus générale de la compétence de l'Union européenne sur les sujets environnementaux. La position du RN se singularise par son refus que nombre de sujets soient traités au niveau européen, il les renvoie donc au niveau national. Se faisant il ôte à l'UE les moyens de faire face à l'urgence écologique. De plus, en renvoyant à des mesures nationales, il multiplie par 27 le risque de normes disparates au sein de l'UE et donc le risque d'une concurrence déloyale intra-européenne alors que précisément il dénonce cette concurrence déloyale lorsqu'il s'agit des accords de libre-échange. A l'opposé, deux listes, EELV-LE et PS-PP, annoncent vouloir renforcer les compétences de l'Europe sur l'environnement.

# Élections européennes : Quels projets les partis politiques ont-ils pour la nature et le climat ?



Comparaison entre leurs engagements et les propositions du WWF.

Changement climatique	LFI	EELV-LE	PS/PP	BESOIN D'EUROPE	LR	RN
Atteindre la neutralité climatique d'ici 2040.				?		
Fixer des échéances à court terme et juridiquement contraignantes pour mettre fin à l'utilisation du charbon, du gaz et du pétrole respectivement d'ici 2030, 2035 et 2040.					?*	
Atteindre 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2040.				*		?*
Développer les énergies renouvelables tout en préservant la biodiversité en annulant les dérogations aux règles de protection de l'environnement et de consultation du public introduites dans la directive Energies renouvelables.						?

Nature et résilience	LFI	EELV-LE	PS/PP	BESOIN D'EUROPE	LR	RN
Adopter un nouveau cadre juridique visant à renforcer la résilience des écosystèmes européens et à protéger notre société face aux chocs climatiques.				?	*	
Designation d'aires protégées: transformer les engagements volontaires des Etats, qui s'avèrent inefficaces, en objectifs juridiquement contraignants pour tous les Etats membres.						
Accélérer les efforts pour remettre les rivières, les lacs et les eaux souterraines en bon état et pour atteindre les objectifs de la directive-cadre sur l'Eau.						
Adopter de nouvelles législations pour adapter l'ensemble des politiques maritimes européennes aux objectifs existants en matière de climat et de biodiversité.						
Réduire notre impact sur la déforestation en étendant la loi européenne sur les produits exempts de déforestation aux autres terres boisées (en plus des forêts).					*	

Alimentation, agriculture, pêche	LFI	EELV-LE	PS/PP	BESOIN D'EUROPE	LR	RN
Permettre la transition vers des systèmes alimentaires durables en fixant des objectifs juridiques clairs pour l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement.						
Réviser la Politique Agricole Commune (PAC) conformément au Pacte vert et à la stratégie "de la ferme à la table", réorienter les aides directes à l'hectare vers le soutien à la transition agro-écologique.						
Mettre fin à la surpêche en intensifiant les efforts pour mettre en œuvre la Politique Commune de la Pêche.						

Politiques socio-économiques	LFI	EELV-LE	PS/PP	BESOIN D'EUROPE	LR	RN
Augmenter les investissements dans la protection de la nature (pour atteindre au moins 50 milliards d'euros par an) et accompagner les agriculteurs, forestiers, pêcheurs, etc. dans leurs actions de restauration.						
Réorienter les subventions européennes et nationales aux énergies fossiles et autres activités dommageables pour l'environnement vers une transition écologique socialement juste.				?	*	?*
Promouvoir les investissements durables en améliorant la classification des activités économiques dans la taxonomie européenne, afin de différencier les activités 'intermédiaires' (en transition), 'non-durables' et 'durables'.						
Introduire de nouveaux investissements publics européens à grande échelle pour permettre une transition écologique socialement juste.						

Pacte vert européen	LFI	EELV-LE	PS/PP	BESOIN D'EUROPE	LR	RN
Maintenir et renforcer le Pacte vert européen en tant que priorité absolue, et soutenir des législations européennes supplémentaires sur le climat et l'environnement.				?*	?	

■ Aligné avec les demandes du WWF
 ■ Aligné partiellement avec les demandes du WWF
 ■ Pas aligné avec les demandes du WWF
 ■ ? Le parti n'a pas souhaité répondre

\* Réponse qui appelle une clarification

## MÉTHODE

En décembre 2023, le WWF a identifié les actions clés que les dirigeants politiques devraient mettre en œuvre au cours du prochain mandat européen pour enrayer les crises du climat et de la biodiversité et rendre notre société et notre économie plus résilientes face aux chocs climatiques. Le questionnaire a été envoyé aux partis politiques nationaux dans 13 pays de l'UE ainsi qu'aux partis politiques européens.

Pour chaque question, les partis ont été invités à prendre position sur les propositions du WWF en choisissant entre deux ou trois options, représentant un degré plus ou moins élevé d'engagement envers des politiques pouvant permettre à l'Europe de faire face à ces crises. Pour chaque question, les partis pouvaient développer leurs réponses pour clarifier leurs positions, ces réponses sont annexées au présent rapport. Seules ces réponses ainsi que les contributions écrites ont été prises en compte dans cette analyse.

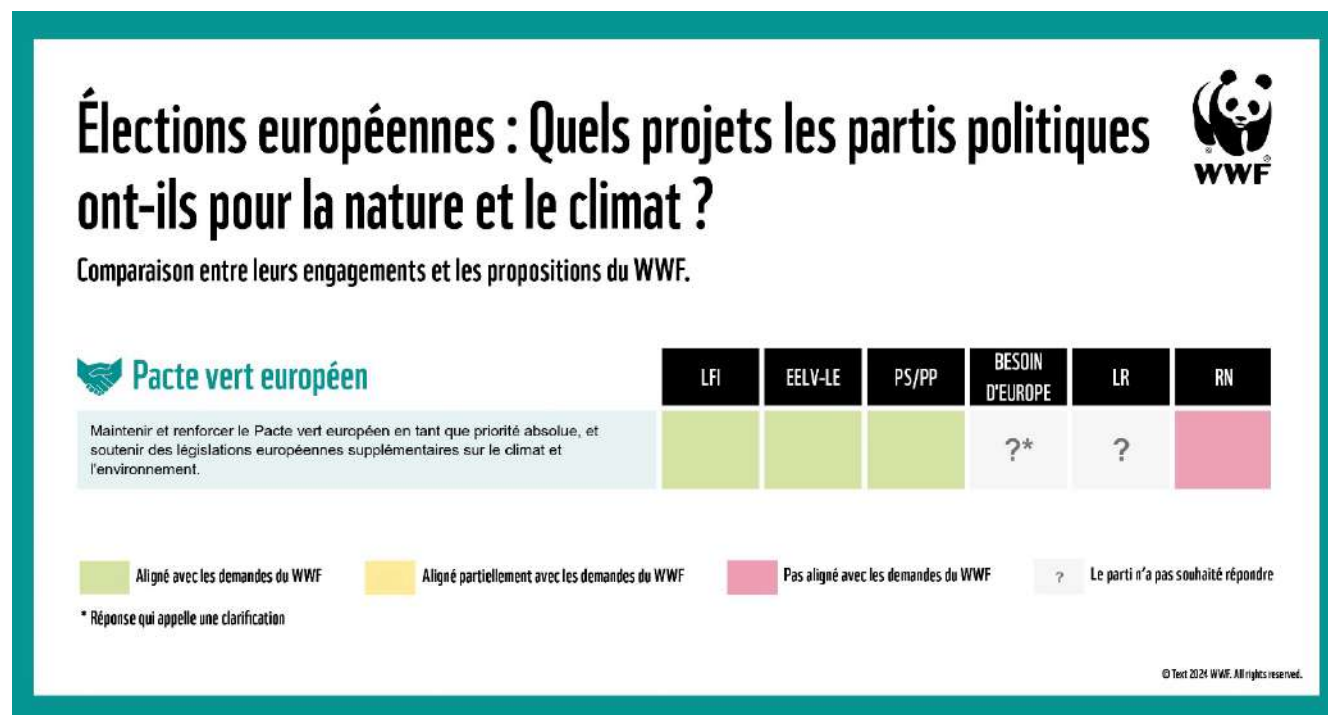
[Les réponses des partis politiques français](#) ont été comparées avec celles que leurs partenaires européens ont faites au questionnaire envoyé par notre bureau des politiques européennes basé à Bruxelles (WWF EPO). Cette comparaison connaît plusieurs limites : elle n'a pu être menée pour le Rassemblement National, le parti européen auquel il est affilié, Identité et Démocratie (ID), n'ayant ni répondu au questionnaire ni produit de manifeste pour ces élections européennes; elle n'a pu être que partiellement menée pour Les Républicains, le parti européen auquel il est affilié, le Parti Populaire Européen (PPE), n'ayant pas non plus répondu au questionnaire, le WWF EPO s'est fondée sur leur manifeste pour indiquer leur position pour une partie des questions.

# ANALYSE

## LE PACTE VERT

Au cours du mandat qui s'achève, le Pacte vert est apparu comme un changement d'échelle et de paradigme dans la lutte contre les crises du climat et de la biodiversité. Face à l'urgence climatique et à l'effondrement de la biodiversité, il est crucial que cette vision soit maintenue et que l'ambition initiale du Pacte vert soit défendue en adoptant les textes initialement prévus. Si le volet climat du Pacte vert a bien été adopté, le volet nature (pollutions chimiques, pesticides, systèmes alimentaires, résilience face au changement climatique...) a rencontré des difficultés. Depuis un an, une partie du Pacte vert, celle portant sur la restauration des écosystèmes naturels et sur l'agriculture, est vivement remise en cause par le PPE alors que la présidente de la Commission, Ursula Von der Leyen, initiatrice du Pacte vert, est issue de ses rangs. Des voix se sont aussi élevées dans les rangs centristes (Renew) contre certains textes du Pacte vert, telle celle du Premier ministre belge s'exprimant contre la loi sur la restauration, ou pour demander une pause réglementaire comme l'a fait E. Macron. Les groupes politiques de la droite extrême (ID où siègent les élus du RN, CRE où siègent ceux de Reconquête), quant à eux, ne l'ont jamais soutenu.

Les principales listes françaises étaient interrogées pour savoir si elles maintenaient le Pacte vert comme une des principales priorités politiques du prochain mandat, soit en soutenant l'adoption des textes qui étaient initialement prévus mais qui n'ont pu aboutir sous ce mandat, soit en ne soutenant que la mise en œuvre des textes adoptés.



Les listes LFI, PS-PP, EELV-LE s'engagent à soutenir le Pacte vert comme l'une des principales priorités politiques pour la période 2024-2029. Elles veulent en accroître l'ambition et le compléter par de nouvelles législations notamment celles initialement prévues mais non adoptées (alimentation durable, pesticides, produits chimiques...). Besoin d'Europe et LR n'ont pas voulu se prononcer sur l'une des trois options proposées. Besoin d'Europe explique vouloir donner la priorité à la mise en œuvre des mesures déjà adoptées dans le Pacte vert et soutenir l'adoption de nouveaux textes visant à protéger le marché européen de produits importés ne respectant pas les mêmes normes environnementales, mais passe sous silence les textes initialement prévus dans le Pacte vert qui n'ont pas encore abouti. LR est au contraire explicite: ils ont soutenu certaines des législations du Pacte vert mais s'opposent vigoureusement à ces textes initialement prévus et demande l'abrogation de la stratégie "de la ferme à la table" et du règlement sur la restauration de la nature, en cours d'adoption, dont ils estiment qu'ils sont porteurs d'une idéologie de la décroissance agricole. Seul le RN affirme qu'ils ne maintiendront pas le Pacte vert comme une priorité politique. Ils le réduisent essentiellement à la dimension agricole alors même que les principaux textes adoptés du Pacte vert portent sur la lutte contre le changement climatique et qu'ils doivent encore être mis en œuvre. LR et le RN tiennent toutefois à affirmer l'importance qu'ils accordent à la préservation de l'environnement mais en fustigeant "l'écologie punitive".

[Avec 26 autres organisations françaises](#), le WWF s'inscrit en faux contre l'idée que le Pacte vert, à travers la stratégie "de la ferme à la table" et le règlement restauration, serait porteur d'une idéologie de la décroissance agricole. La restauration des fonctionnalités des écosystèmes agricoles est essentielle pour garantir leur résilience et productivité, préserver l'avenir de notre agriculture et la sécurité alimentaire de l'Europe. Au niveau européen, cette position est soutenue par plus de 6000 scientifiques, plus d'une centaine de grandes entreprises et près de deux millions de citoyens.

*En quoi les positions des partis politiques français se distinguent-elles de celles des partis européens dont ils sont partenaires au parlement européen ?*

Au niveau européen, l'ensemble des partis s'engage à soutenir le Pacte vert comme l'une des principales priorités politiques pour la période 2024-2029, sauf ceux de la droite extrême. LFI, PS-PP, EELV-LE et le RN sont à l'unisson avec leurs partenaires au niveau européen. Besoin d'Europe apparaît plus réticent que la grande majorité de ses partenaires européens<sup>1</sup> pour s'afficher en soutien du Pacte Vert sans doute en raison de la pause réglementaire réclamée par E. Macron et de la crise agricole. Si LR rappelle qu'il a soutenu certaines mesures du Pacte Vert, il ne lui exprime pas de soutien alors même que, dans son manifeste, la droite européenne (PPE) affirme que le Pacte vert est "sa marque de fabrique". Elle précise qu'il est né de la nécessité de protéger les populations et la planète, qu'il a été pensé comme une opportunité pour bâtir notre prospérité future en donnant un cadre aux acteurs économiques pour planifier leurs investissements et en préparant la compétitivité de l'Europe (décarbonation, technologies propres). Le PPE souhaite aussi continuer à développer le Green Deal sur certains points (énergie dont nucléaire et hydrogène, technologies, déchets, plastique, qualité de l'air et de l'eau) mais annonce en parallèle souhaiter de très importants reculs sur la biodiversité avec la révision de la directive Habitats ainsi que l'affaiblissement du statut de protection du loup et de l'ours brun.

---

<sup>1</sup> 7 partis centristes/libéraux soutiennent le Pacte vert et l'adoption des législations initialement prévues (en Autriche, Italie, Suède, Belgique), 3 soutiennent la mise en œuvre du Pacte vert (en Pologne, Finlande et aux Pays-Bas), un s'y oppose (en Allemagne) et un parti ne se prononce pas (en Italie).



## LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les cinq prochaines années sont cruciales pour arrêter la crise climatique. Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, il faudrait atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 à l'échelle mondiale (soit zéro émission nette, en tenant compte de l'absorption des émissions de carbone par les forêts et autres écosystèmes). Cependant, compte tenu de la responsabilité de l'Europe dans les émissions historiques, les ONG - dont le WWF - appellent l'UE à viser la neutralité climatique d'ici 2040, soit dix ans plus tôt que l'objectif européen actuel. Pour cela, il faut sortir rapidement des énergies fossiles et viser 100% d'énergies renouvelables vers 2040 tout en préservant la biodiversité.

### En résumé

Seuls LFI et EELV-LE soutiennent une telle rehausse de l'ambition à laquelle s'opposent LR et le RN qui se prononcent aussi contre un objectif juridiquement contraignant de sortie des énergies fossiles. Un clivage fort et sans surprise oppose les partisans d'un système énergétique 100% renouvelable (EELV-LE, LFI) et les défenseurs du nucléaire (RN, LR), PS-PP ayant une position intermédiaire tandis que Besoin d'Europe doit clarifier sa position (pour un système 100% renouvelable tout en soutenant le nucléaire). Enfin, si aucun parti ne se prononce pour un détricotage supplémentaire du droit de l'environnement européen pour faciliter le développement des énergies renouvelables, seuls EELV-LE, LFI et PS-PP s'engagent à revenir sur les dérogations récemment inscrites dans la directive énergies renouvelables, alors que pourtant la nature est notre meilleure alliée face au changement climatique. Les crises du climat et de la biodiversité sont jumelles, on ne saurait combattre l'une en aggravant l'autre.

## Élections européennes : Quels projets les partis politiques ont-ils pour la nature et le climat ?



Comparaison entre leurs engagements et les propositions du WWF.

Changement climatique	LFI	EELV-LE	PS/PP	BESOIN D'EUROPE	LR	RN
Atteindre la neutralité climatique d'ici 2040.	Aligné	Aligné	Aligné partiellement	?	Pas aligné	Pas aligné
Fixer des échéances à court terme et juridiquement contraignantes pour mettre fin à l'utilisation du charbon, du gaz et du pétrole respectivement d'ici 2030, 2035 et 2040.	Aligné partiellement	Aligné	Aligné partiellement	Aligné partiellement	?*	Pas aligné
Atteindre 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2040.	Aligné partiellement	Aligné	Pas aligné	*	Pas aligné	?*
Développer les énergies renouvelables tout en préservant la biodiversité en annulant les dérogations aux règles de protection de l'environnement et de consultation du public introduites dans la directive Energies renouvelables.	Aligné	Aligné	Aligné partiellement	Aligné partiellement	Aligné partiellement	?

Aligné avec les demandes du WWF    Aligné partiellement avec les demandes du WWF    Pas aligné avec les demandes du WWF    ? Le parti n'a pas souhaité répondre

\* Réponse qui appelle une clarification



### **Neutralité climatique en 2040**

Seuls LFI et EELV-LE soutiennent une rehausse importante de l'ambition avec l'objectif d'atteindre la neutralité climatique pour l'UE dès 2040 (c'est-à-dire une réduction de 100% des émissions nettes de gaz à effet de serre). PS-PP soutient une relève de l'ambition mais moindre ("d'au moins 90%"), insuffisante pour que l'UE, compte tenu de ses émissions historiques, contribue de manière plus équitable aux efforts de réduction mondiaux. Besoin d'Europe soutient uniquement la proposition de la Commission (90%) ce qui signifie qu'ils n'iront pas au-delà de 90%. LR n'indique pas son niveau d'ambition qui semble faible voire nulle ("entre 55 et 90%, probablement plus proche de 90%"), tandis que le RN maintient l'objectif existant (à 2050) et rejette tout nouvel objectif ne pensant pas que "des contraintes supranationales aideront à faire avancer l'écologie".

### **Sortie des énergies fossiles**

Les listes PS-PP, EELV-LE, LFI et Besoin d'Europe s'engagent à fixer au niveau européen des dates juridiquement contraignantes de sortie des énergies fossiles: PS-PP et EELV-LE soutiennent des dates très ambitieuses (2030 pour le charbon, 2035 pour le gaz, 2040 pour le pétrole) tandis que LFI et Besoin d'Europe les trouvent trop strictes. Le RN s'oppose à la fixation d'échéances. LR ne répond pas à la question mais est sur cette même ligne dans son argumentaire en défendant le principe de liberté technologique pour atteindre les objectifs de réduction des émissions (et non la sortie des fossiles).

### **100% d'énergies renouvelables**

EELV-LE et LFI soutiennent l'objectif d'un système énergétique fondé entièrement sur les énergies renouvelables. Seul EELV-LE soutient l'objectif, très ambitieux et difficile (en particulier pour ce qui concerne la France du fait du poids du nucléaire), de 100% d'énergies renouvelables dès 2040. LFI ne propose aucune date. La position de la liste Besoin d'Europe demande à être clarifiée: elle se prononce pour un système énergétique 100% renouvelable mais sa réponse précise ne pas exclure les technologies nucléaires. Or la construction de toute nouvelle installation nucléaire reporte de 60 à 100 ans l'objectif d'un système énergétique entièrement renouvelable. La liste PS-PP ne souscrit pas à un objectif de 100% d'énergies renouvelables mais s'engage à proposer un objectif de 75% en 2040 (et considère nécessaire de prolonger la vie des centrales nucléaires existantes). Le RN et LR sont contre l'objectif 100% ENR: le RN ne répond pas à la question mais affiche sa très forte opposition aux énergies renouvelables, affirmant qu'un "réacteur nucléaire est bien plus durable qu'une éolienne", LR demande que l'UE finance la construction de centrales nucléaires.

### **Développer les énergies renouvelables tout en préservant la biodiversité**

Dans l'espoir d'accélérer le développement des énergies renouvelables, l'UE a permis, il y a quelques mois, des dérogations aux règles de protection de l'environnement (étude d'impact, consultation du public...). Or seuls des écosystèmes robustes permettent de stocker le carbone et d'amortir les chocs climatiques; de plus, la suppression de la consultation du public risque de réduire le soutien et l'implication des populations locales.

EELV-LE, LFI et PS-PP s'engagent à supprimer ces dérogations. Besoin d'Europe et LR ne veulent pas revenir dessus, tandis que le RN ne se prononce pas puisque toutes les réponses proposées supposent une adhésion à un développement des énergies renouvelables qui ne leur convient pas. Aucun parti ne se prononce pour un affaiblissement supplémentaire du droit de l'environnement dans le but de développer les énergies renouvelables.

*En quoi les positions des partis politiques français se distinguent-elles de celles des partis européens dont ils sont partenaires au parlement européen ?*

LR ne mentionne pas la sortie des énergies fossiles, ce que fait le PPE dans son manifeste. LR ne semble d'ailleurs pas y souscrire (mise en avant du principe de la neutralité technologique, y compris concernant le gaz et le pétrole, pour atteindre les objectifs de réduction). La liste PS-PP est plus ambitieuse que le Parti Socialiste Européen sur les dates contraignantes de sortie des énergies fossiles ainsi que sur un développement des énergies renouvelables respectueux de la biodiversité et des populations, il l'est en revanche moins sur l'objectif d'énergies renouvelables (75% vs 100%).

## **PROTECTION DE LA NATURE ET RESILIENCE FACE AUX CHOCs CLIMATIQUES**

L'Europe se réchauffe plus fortement que la moyenne mondiale, les événements climatiques extrêmes (sécheresses, vagues de chaleur, incendies et inondations...) se multiplient et les effets du changement climatique sont maintenant perçus par chaque Européen.

Parallèlement l'état de la biodiversité se dégrade, 81% des habitats naturels dans l'UE sont dans un état de conservation insuffisant ou médiocre. Outre la valeur intrinsèque de la biodiversité, cela pose un vrai risque économique : selon une étude issue de la Banque Centrale Européenne, 75% de l'ensemble des prêts aux entreprises (non financières) sont accordés à des entreprises qui sont fortement dépendantes d'au moins un service écosystémique<sup>2</sup>. Cet effondrement de la biodiversité menace en premier lieu la production agricole et la sécurité alimentaire. Enfin, et surtout, les crises de la biodiversité et du climat sont intrinsèquement liées. D'abord parce que seuls des écosystèmes en bonne santé ont la capacité d'absorber et stocker le CO<sub>2</sub>, ainsi ce stockage par les écosystèmes est-il indispensable pour limiter le réchauffement climatique et atteindre la neutralité carbone. Ensuite parce que plus les écosystèmes sont sains, plus ils sont robustes et résilients face aux chocs climatiques. Aussi la protection et la restauration de la nature sont indispensables à la lutte contre le réchauffement climatique et à la résilience de nos sociétés face à ses effets.

Pour ces raisons, le WWF fait de la protection et de la restauration de la nature une priorité : accélérer pour atteindre les objectifs de la Politique Commune des Pêches et de la directive-cadre sur l'eau ; compléter le dispositif de lutte contre la déforestation ; face à l'inefficacité des démarches volontaires, conférer un caractère obligatoire aux objectifs relatifs aux aires protégées; investir 50 milliards par an dans la protection et la restauration de la nature c'est-à-dire, compte tenu des investissements actuels, trouver 18 milliards d'euros par an supplémentaires. Ces 50 milliards<sup>3</sup> constituent bien un investissement, et non un coût, avec un retour sur investissement d'une part et un coût de l'inaction de l'autre bien plus importants. Ils sont à rapprocher des 34 à 48 milliards d'euros de subventions européennes par an nuisibles à la nature qu'il faut réorienter d'urgence ([étude WWF](#)). Cet investissement permettra en outre d'accompagner les agriculteurs, forestiers, pêcheurs, propriétaires fonciers, communautés littorales et collectivités locales engagés dans des activités de restauration.

Surtout, le WWF propose l'adoption d'un cadre juridique pour renforcer la résilience de l'UE face aux chocs climatiques : intégrer la trajectoire de réchauffement et ses impacts dans toutes les politiques

---

<sup>2</sup> ECB, Occasional Paper Series, [Living in a world of disappearing nature: physical risk and the implications for financial stability](#), novembre 2023.

<sup>3</sup> Étude commandée par la Commission européenne pour évaluer le financement nécessaire pour atteindre les objectifs de la Stratégie européenne pour la biodiversité à l'horizon 2030.

européennes, privilégier les “solutions fondées sur la nature” qui aident les villes et les territoires à s'adapter au changement climatique (comme la restauration de la fonctionnalité des zones humides qui permet, dans une certaine limite, d'absorber l'excédent d'eau en cas d'inondation et de la restituer en situation de sécheresse). Un tel cadre concourrait à améliorer la sécurité des Européens et des activités économiques, permettrait davantage d'investissements dans les secteurs les plus exposés (agriculture, forêt, transport...) et d'éviter des coûts futurs autrement plus importants.

### En résumé

Deux sujets relatifs à la protection de la nature apparaissent consensuels : toutes les listes soutiennent le maintien des objectifs ambitieux de la directive-cadre sur l'eau ainsi qu'une augmentation des investissements européens et nationaux dans la protection et la restauration de la nature (mais Besoin d'Europe, le RN et LR ne se prononcent pas sur le montant proposé de 50 milliards d'euros par an). A l'exception du RN, toutes les listes soutiennent l'intégration des objectifs climatiques et environnementaux existants dans les politiques maritimes européennes. Sur la lutte contre la déforestation, seuls EELV-LE, LFI, PS-PP et Besoin d'Europe soutiennent un texte plus ambitieux. Concernant les aires protégées, la question relative à la transformation d'objectifs volontaires en objectifs contraignants suscite un fort clivage.

De manière étonnante, il n'y a pas de consensus sur l'élaboration d'un cadre européen permettant de renforcer la résilience de l'UE aux effets du changement climatique en privilégiant les solutions fondées sur la nature, alors qu'il en va de la sécurité des Européens et du maintien de leur économie, et que c'est, pour le WWF, l'une des premières mesures à adopter dans le prochain mandat européen.

## Élections européennes : Quels projets les partis politiques ont-ils pour la nature et le climat ?

Comparaison entre leurs engagements et les propositions du WWF.

Nature et résilience	LFI	EELV-LE	PS/PP	BESOIN D'EUROPE	LR	RN
Adopter un nouveau cadre juridique visant à renforcer la résilience des écosystèmes européens et à protéger notre société face aux chocs climatiques.				?	*	
Designation d'aires protégées: transformer les engagements volontaires des Etats, qui s'avèrent inefficaces, en objectifs juridiquement contraignants pour tous les Etats membres.						
Accélérer les efforts pour remettre les rivières, les lacs et les eaux souterraines en bon état et pour atteindre les objectifs de la directive-cadre sur l'Eau.						
Adopter de nouvelles législations pour adapter l'ensemble des politiques maritimes européennes aux objectifs existants en matière de climat et de biodiversité.						
Réduire notre impact sur la déforestation en étendant la loi européenne sur les produits exempts de déforestation aux autres terres boisées (en plus des forêts).					*	

Aligné avec les demandes du WWF

Aligné partiellement avec les demandes du WWF

Pas aligné avec les demandes du WWF

?

Le parti n'a pas souhaité répondre

\* Réponse qui appelle une clarification

© Text 2024 WWF. All rights reserved.

### **Investissements dans la protection et la restauration de la nature**

Il y a un consensus, un soutien unanime de tous les partis, sur la nécessité d'augmenter les investissements européens et nationaux dans la protection et la restauration de la nature : si Besoin d'Europe, le RN et LR ne se prononcent pas sur un montant, EELV-LE, LFI, PS-PP et Besoin d'Europe s'engagent à combler le déficit actuel de financement (de plus de 18 milliards d'euros par an) pour atteindre au moins les 50 milliards d'euros annuels nécessaires pour respecter les objectifs de la stratégie européenne pour la biodiversité à l'horizon 2030 (cf. thème investissements pour le visuel récapitulatif).

### **Directive-cadre sur l'eau**

Autre point qui fait consensus: tous les partis soutiennent les objectifs de la directive-cadre sur l'eau, texte majeur et particulièrement exigeant qui structure la politique de l'eau dans les Etats membres. Ces objectifs (atteinte du bon état des rivières, lacs et eaux souterraines ; arrêt de toute détérioration de la qualité des eaux...) doivent être atteints en 2027. Or ils sont loin de l'être: 60% des rivières et lacs de l'UE ne sont pas en bon état alors que l'objectif est de 100%. Le fait que, face à ces difficultés, aucun parti ne remette en cause les objectifs de cette grande loi européenne datant de 2000 est très positif et souligne une prise de conscience forte de l'enjeu que représente l'eau et sa dégradation en France. Toutefois si PS-PP, EELV-LE, LFI et Besoin d'Europe veulent accélérer la mise en œuvre pour atteindre ces objectifs, le RN et LR soulignent le besoin d'intégrer des flexibilités (dérogations au niveau national pour le RN, assouplissement de la transposition en droit français pour LR).

### **Déforestation**

Sur la déforestation, les apparences sont trompeuses : les listes PS-PP, EELV-LE, LFI, Besoin d'Europe soutiennent un renforcement du règlement visant à réduire l'impact de l'UE sur la déforestation en étendant son champ d'application aux terres boisées (et non uniquement aux forêts). LR, tout en affirmant être sur cette même ligne, annonce vouloir revenir sur un point fondamental du règlement : son application aussi bien aux produits importés qu'aux produits européens. En voulant appliquer aux produits importés des règles qui ne s'appliquent pas aux produits européens, la position de LR contrevient à une règle cardinale de l'Organisation Mondiale du Commerce et reviendrait à affaiblir voire annuler le règlement déforestation. Cette position nous amène à considérer que la réponse de LR est négative sur cette question. Le RN s'oppose à toute extension du règlement au nom de la pause réglementaire qu'il défend.

### **Océan : intégration des enjeux du climat et de la biodiversité dans les politiques maritimes**

La question de principe d'adapter les politiques maritimes européennes aux enjeux du climat et de la biodiversité (et aux engagements internationaux pris) afin de favoriser une économie bleue durable reçoit un soutien fort de PS-PP, EELV-LE, LFI et Besoin d'Europe, et très prudent de LR. Le RN s'y oppose fermement estimant que l'échelon européen n'est pas le bon et que c'est le "mondialisme", dont ils affirment qu'il est incompatible avec l'écologie, qui est le problème (développement des transports polluants). L'idée d'un "pacte bleu" qui émerge au niveau européen apparaît soutenue, sans que le terme soit forcément repris, par Besoin d'Europe, PS-PP, EELV-LE et LFI. Cependant, si on ajoute la question plus précise et délicate de la pêche, le panorama change (Besoin d'Europe prend ses distances avec une position ambitieuse et LR annonce même vouloir réviser à la baisse la Politique Commune des Pêches - cf. thème Alimentation durable, agriculture, pêche).

## **Aires protégées**

La stratégie européenne pour la biodiversité à l'horizon 2030 fixe l'objectif de 30% d'aires protégées au niveau européen ainsi que de 10% de zones strictement protégées. Ces objectifs ne sont toutefois pas contraignants et les États membres ne sont pas au rendez-vous. La protection des écosystèmes étant cruciale à la fois pour inverser la perte de biodiversité, lutter contre le réchauffement climatique et renforcer la résilience aux chocs climatiques, le WWF propose de rendre ces objectifs obligatoires.

Tandis que PS-PP, EELV-LE, LFI et Besoin d'Europe soutiennent tous que les objectifs relatifs aux aires protégées deviennent juridiquement contraignants, LR et le RN s'y opposent au nom du principe de subsidiarité et renvoient donc au niveau national.

Pour le WWF, l'objectif doit être atteint au niveau européen et un renvoi au niveau national sur une base volontaire n'apporte aucune garantie. En effet, nombre d'habitats et de populations d'espèces s'étendent sur plusieurs pays européens, et il n'est pas possible de garantir leur survie sans l'effort de tous les pays concernés. De même, il est difficile de garantir une absorption suffisante des émissions de CO2 par les forêts et autres écosystèmes afin d'atteindre la neutralité carbone si tous les pays européens ne sont pas contraints de préserver et restaurer leurs écosystèmes.

## **Cadre pour renforcer la résilience de l'UE face aux chocs climatiques**

EELV-LE, LFI, PS-PP soutiennent l'adoption d'un cadre européen pour renforcer la résilience face au changement climatique, comprenant des mesures législatives et non législatives et privilégiant les solutions fondées sur la nature. Besoin d'Europe s'engage aussi pour un cadre juridique mais ne veut pas "préjuger de la priorité donnée dans ce cadre aux solutions fondées sur la nature". LR soutient l'adoption d'un cadre européen à condition qu'il ne soit pas juridique (pas de nouvelles normes mais de nouveaux investissements) et coche la case de la priorité à donner aux solutions fondées sur la nature ce qui semble toutefois être en contradiction avec sa réponse qui ne mentionne que des solutions technologiques (technologies de stockage du carbone...) et renvoie, pour la résilience notamment, aux États au nom du principe de subsidiarité. En revanche, le RN, prônant une pause réglementaire, se prononce contre l'adoption d'un cadre au niveau européen et, comme LR, ne cite comme solutions d'adaptation que des solutions technologiques sans mention de la nécessité de renforcer la résilience des écosystèmes.

*En quoi les positions des partis politiques français se distinguent-elles de celles des partis européens dont ils sont partenaires au parlement européen<sup>4</sup> ?*

Il y a peu de différence entre les partis politiques français et leurs partenaires au niveau européen. Besoin d'Europe a des réponses plus affirmatives et ambitieuses que le Parti Démocrate Européen (sur les océans mais pas sur la pêche pour laquelle le PDE est plus ambitieux, sur la déforestation, la directive-cadre sur l'Eau, les aires protégées et les investissements) mais ne veut pas s'engager sur un cadre juridique pour la résilience qui donnerait la priorité aux solutions fondées sur la nature, ce que font le PDE et ALDE.

---

<sup>4</sup> Cette comparaison n'a pu être faite pour le RN car le groupe politique au parlement européen auquel il est affilié, Identité et Démocratie, n'a pas répondu au questionnaire du WWF envoyé aux partis politiques européens ni produit de manifeste pour les élections européennes.

## ALIMENTATION DURABLE, AGRICULTURE, PECHE

Tout notre système alimentaire, et non la seule production agricole, contribue de manière significative à la perte de biodiversité, à l'épuisement des ressources naturelles et au changement climatique. Les consommateurs ont exprimé des préoccupations sur la qualité de leur alimentation, demandant une alimentation plus saine et abordable. Il apparaît que le système alimentaire actuel de l'UE ne parvient pas à protéger à la fois les agriculteurs, les pêcheurs, les consommateurs et l'environnement. Aussi la Commission européenne a-t-elle proposé dans le Pacte vert, et plus particulièrement dans la stratégie "de la ferme à la table", l'adoption d'un cadre législatif visant à favoriser la transition vers des systèmes alimentaires plus durables. Un tel cadre, dont l'objectif est de "garantir que les aliments mis sur le marché européen deviennent de plus en plus durables", permettrait à l'UE de fixer un cap à même d'assurer la cohérence entre les différentes politiques liées à l'alimentation. Il permettrait d'impliquer l'ensemble des acteurs (producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs...), d'établir des principes généraux, de fixer des objectifs quantitatifs contraignants en matière de durabilité, d'appliquer aux produits importés les normes s'appliquant aux produits européens...

Afin de mettre en cohérence la politique agricole avec les objectifs climatiques et de biodiversité, la Commission avait, dans la stratégie "de la ferme à la table", aussi proposé des objectifs de transition agricole ambitieux pour 2030 (réduction de 50% des pesticides et de 20% des engrais, 25% de terres agricoles en agriculture biologique...). La relation entre les agriculteurs européens, le changement climatique et la perte de biodiversité est complexe. D'une part, nos pratiques agricoles contribuent de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre et à la perte de biodiversité ; d'autre part, les agriculteurs sont de plus en plus vulnérables aux effets des crises du climat et de la biodiversité ce qui aggrave la question des revenus mis en exergue lors des récentes manifestations. En cela, la récente déréglementation de la conditionnalité environnementale de la PAC, comme réponse à une crise largement liée aux revenus, risque au contraire de dégrader le potentiel agricole, tant des écosystèmes en bonne santé sont des facteurs indispensables de production.

### En résumé

Un net clivage se dessine sur les questions "Alimentation, Agriculture et Pêche" entre, d'une part, ceux voulant accélérer face à l'urgence climatique et écologique, partisans d'un cadre législatif sur les systèmes alimentaires durables, d'une refonte de la Politique agricole commune ou d'une accélération de la mise en œuvre de la Politique commune des pêches (PS-PP, EELV-LE, LFI) et, d'autre part, ceux voulant au contraire mettre un coup d'arrêt aux politiques environnementales ou revenir en arrière en s'opposant à toute nouvelle obligation européenne et plus particulièrement à la stratégie "de la ferme à la table" (LR, RN) ou en défendant une révision à la baisse de la politique des pêches (LR). Besoin d'Europe est dans une position intermédiaire en soutenant un cadre législatif sur l'alimentation durable mais sans objectif juridique pour les consommateurs, une révision de la PAC suivant la stratégie "de la ferme à la table" mais sans suppression des aides directes et enfin un statu quo sur la politique de la pêche.



# Élections européennes : Quels projets les partis politiques ont-ils pour la nature et le climat ?



Comparaison entre leurs engagements et les propositions du WWF.

## Alimentation, agriculture, pêche

	LFI	EELV-LE	PS/PP	BESOIN D'EUROPE	LR	RN
Permettre la transition vers des systèmes alimentaires durables en fixant des objectifs juridiques clairs pour l'ensemble des acteurs de la chaîne d'approvisionnement.	Aligné avec les demandes du WWF	Aligné avec les demandes du WWF	Aligné avec les demandes du WWF	Aligné partiellement avec les demandes du WWF	Pas aligné avec les demandes du WWF	Pas aligné avec les demandes du WWF
Réviser la Politique Agricole Commune (PAC) conformément au Pacte vert et à la stratégie "de la ferme à la table", réorienter les aides directes à l'hectare vers le soutien à la transition agro-écologique.	Aligné avec les demandes du WWF	Aligné avec les demandes du WWF	Aligné partiellement avec les demandes du WWF	Aligné partiellement avec les demandes du WWF	Pas aligné avec les demandes du WWF	Pas aligné avec les demandes du WWF
Mettre fin à la surpêche en intensifiant les efforts pour mettre en œuvre la Politique Commune de la Pêche.	Aligné avec les demandes du WWF	Aligné avec les demandes du WWF	Aligné avec les demandes du WWF	Aligné partiellement avec les demandes du WWF	Pas aligné avec les demandes du WWF	Aligné partiellement avec les demandes du WWF

Aligné avec les demandes du WWF
Aligné partiellement avec les demandes du WWF
Pas aligné avec les demandes du WWF
? Le parti n'a pas souhaité répondre

\* Réponse qui appelle une clarification

© Text 2024 WWF. All rights reserved.

## Réforme de la Politique agricole commune (PAC)

La Politique agricole commune (PAC) constitue le premier budget européen (53,8 milliards d'euros par an, soit 31% du budget de l'UE). Une [récente étude du WWF](#) a montré qu'au moins 58 à 60 % des financements de la PAC, totalisant entre 31,4 et 32,1 milliards d'euros par an, peuvent être considérés comme nuisibles à la biodiversité. Dès 2025, les discussions sur la révision de la prochaine Politique agricole commune (PAC) débiteront. Ce sera la première occasion d'aligner la PAC sur la vision de la stratégie "de la ferme à la table" et de réorienter les financements de la PAC pour soutenir les agriculteurs dans la transition vers un système alimentaire plus durable - au lieu que ces fonds soient employés pour partie à dégrader les ressources naturelles, facteur de production essentiel pour l'agriculteur. Les aides directes à l'hectare, calculées en fonction de la surface cultivée, sans aucun ciblage, étant celles qui ont l'impact le plus négatif sur l'environnement (ainsi qu'un effet potentiellement négatif sur la productivité agricole parce qu'elle freine l'innovation, ralentit le changement structurel et générationnel et compromet la résilience des exploitations), les ONG environnementales dont le WWF proposent qu'elles soient progressivement abandonnées au profit d'un soutien des agriculteurs dans leur transition agro-écologique. Ce serait la mesure la plus efficace pour promouvoir une PAC écologique et sociale.

Il est à souligner que, malgré la crise agricole qu'a connue la France, quatre listes (LFI, EELV-LE, PS-PP, Besoin d'Europe) s'engagent à réviser la PAC conformément à la stratégie "de la ferme à la table" ce qui témoigne d'une forte attente sociale et de la nécessité, face à l'urgence écologique, que le secteur agricole intègre lui aussi les objectifs climatiques et environnementaux. LR et le RN s'opposent à toute révision allant dans ce sens.

Concernant la réorientation des aides, LFI, EELV-LE, PS-PP font du passage des aides à l'hectare (surface) aux aides à l'actif (emploi) une priorité. LFI et EELV-LE disent aussi soutenir la réorientation proposée par les ONG, à savoir une suppression progressive des aides directes en passant des aides à l'hectare à des aides ciblées vers la transition agro-écologique, LFI de manière plus affirmée que EELV-LE en couplant clairement cette réorientation des aides à la fois à l'emploi et à la transition agro-écologique. Inversement, PS-PP qui, tout comme Besoin d'Europe, a répondu ne pas être pour la suppression progressive des paiements directs, la propose pourtant dans son programme pour les réorienter vers l'emploi et l'écologie ( "éliminer les aides à l'hectare pour aller vers des aides à l'emploi et à l'utilité écologique") ce qui la rapproche de la proposition des ONG. LR et le RN s'opposent à la réorientation des aides proposées. Le RN critique pourtant les aides à l'hectare qui opposent inutilement les "gros" aux "petits" agriculteurs, et défend une renationalisation de la PAC. Alors qu'il prône l'augmentation du prochain budget de la PAC, LR prend le risque de saper les chances d'y arriver en s'opposant à toute nouvelle exigence environnementale de la PAC (demande d'un "moratoire sur toute nouvelle norme pour la prochaine mandature") : en ne répondant pas à l'urgence écologique et aux attentes de la société, celle-ci pourrait alors ne pas apparaître comme suffisamment légitime pour voir son budget augmenté.

### **Alimentation durable**

Sur cette question d'un cadre législatif visant à favoriser la transition vers des systèmes alimentaires plus durables en impliquant l'ensemble des acteurs - et non les seuls agriculteurs -, un net clivage oppose ceux en faveur d'un système alimentaire intégrant les objectifs climatiques et environnementaux dans l'ensemble de la chaîne de valeur (producteurs, transformateurs, distributeurs, consommateurs...) et ceux s'y opposant fermement (LR, RN). Besoin d'Europe se prononce en faveur d'un cadre législatif mais sans obligation contraignante pour les consommateurs. Trois listes (PS-PP, EELV-LE, LFI) ont un programme particulièrement complet sur l'alimentation et l'agriculture. A noter que seul LFI s'engage sur une agriculture 100% biologique en Europe à horizon 2050.

A l'opposé, LR et le RN s'opposent de manière virulente à la stratégie "de la ferme à la table" estimant qu'elle est porteuse d'une idéologie de la décroissance agricole en Europe qui entraînera des importations. LR demande clairement un "moratoire sur toute nouvelle norme" durant toute la prochaine législature européenne (2024-2029) ... quand bien même il convient de souligner que la stratégie "de la ferme à la table" n'a donné lieu à aucun texte législatif et ne peut donc être tenue responsable d'une augmentation de la charge réglementaire pour les agriculteurs ou d'une baisse de la production (sur la position du WWF sur l'argument de la décroissance agricole, cf. Résumé).

### **Pêche**

Alors que la surpêche perdure en Europe, dégradant les stocks de poissons et la biodiversité marine, la Commission européenne a proposé une série de recommandations politiques visant à soutenir les pêcheurs européens dans leur transition vers des pratiques durables (sur les plans écologique, social et économique), à commencer par la mise en oeuvre de certaines dispositions de la Politique commune des pêches (2013) visant la mise en place d'une gestion de la pêche fondée sur les écosystèmes.

PS-PP, EELV-LE et LFI s'engagent à intensifier la mise en œuvre de la Politique Commune des Pêches, Besoin d'Europe prend ses distances en estimant qu'il n'y a pas besoin d'efforts supplémentaires. Le RN opte pour cette même ligne. Au contraire, LR s'engage à réviser à la baisse les exigences de la politique des pêches avec l'argument de ne pas fragiliser les pêcheurs européens et de ne pas favoriser les importations, et à s'opposer à toute nouvelle norme durant la prochaine législature. Tout comme LR, le RN considère que la question prioritaire est celle des importations, des accords de libre-échange et de la pêche illégale étrangère (la durabilité de la pêche française étant acquise selon le RN).

*En quoi les positions des partis politiques français se distinguent-elles de celles des partis européens dont ils sont partenaires au parlement européen ?*

La différence notable concerne Besoin d'Europe qui soutient pour partie un cadre juridique sur l'alimentation durable et une révision de la PAC suivant la stratégie "de la ferme à la table" (mais sans suppression des aides directes), alors que ses partenaires européens ne se sont pas prononcés. Inversement, sur la pêche, Besoin d'Europe, en estimant que les efforts actuels pour mettre en œuvre la politique des pêches sont suffisants, est en-deçà du Parti Démocrate Européen en termes d'ambition.

### **Financement d'une transition écologique juste**

Pour atteindre ses objectifs de durabilité, l'UE doit s'engager dans une transition socialement juste et sécuriser suffisamment de fonds pour cela. Des investissements publics et privés à grande échelle sont indispensables pour intégrer tous les secteurs de l'économie et tous les ménages dans la transition écologique tout en limitant l'impact social par l'accompagnement des ménages modestes.

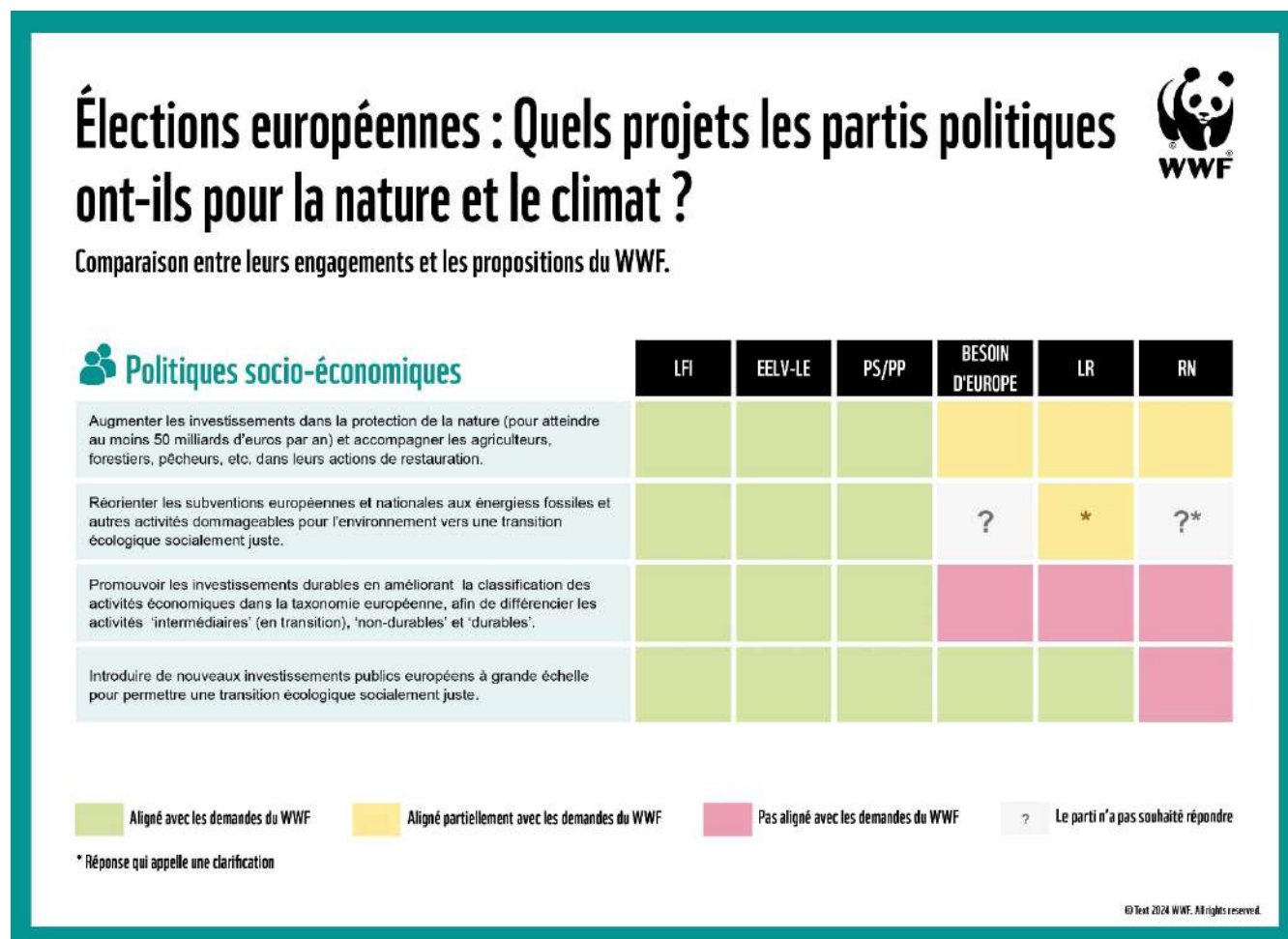
Le WWF a formulé plusieurs recommandations : lancer de nouveaux investissements publics au niveau européen (énergies renouvelables, transports, rénovation, reconversion, formation...) ; réorienter des subventions publiques dommageables pour l'environnement au financement de la transition (cf. la récente [étude du WWF](#) qui évalue entre 34 à 48 milliards d'euros par an les seules subventions européennes nuisibles à la nature) ; investir 50 milliards par an dans la protection et la restauration de la nature (et donc dans la résilience) ; orienter les investissements privés vers la transition en améliorant le cadre européen de la finance verte (mieux distinguer les activités durables, non durables et intermédiaires / en transition).

#### En résumé

Tous les partis soutiennent la nécessité d'investissements publics européens massifs dans la transition écologique et dans son accompagnement social - à l'exception du RN pour lequel ces investissements doivent être décidés au niveau national. Il y a en revanche un soutien unanime des partis sur l'augmentation des investissements dans la protection et la restauration de la nature (mais Besoin d'Europe, LR et le RN ne s'engagent pas sur un montant à atteindre). Un clivage net apparaît sur l'amélioration du cadre européen sur la finance durable privée, Besoin d'Europe, LR et le RN s'y opposant clairement, PS-PP, EELV-LE et LFI se prononçant pour.

La question de la suppression progressive des subventions dommageables et de leur réorientation vers la transition écologique suscite des réponses plus nuancées : si les listes PS-PP, EELV-LE et LFI sont clairement pour, Besoin d'Europe soutient cette suppression sur le principe mais s'oppose à un engagement juridiquement contraignant (évoquant la crainte de crises sociales), LR soutient la suppression progressive des subventions aux énergies fossiles (sans nouvel engagement contraignant)

mais pas celles de la PAC aux “pratiques agricoles industrielles”, tandis que le RN s’y oppose bien que ne répondant pas à la question, puisqu’il explique être contre la suppression de l’avantage fiscal sur le gazole non-routier qui constitue une subvention à une énergie fossile. Ces réponses sont particulièrement préoccupantes compte tenu des années d’engagements à éliminer ces subventions dommageables, et du peu de progrès accomplis.



### Investissements publics dans la transition écologique et dans la protection de la nature

Toutes les listes soutiennent la nécessité d’investissements publics européens massifs dans la transition écologique, à l’exception du RN pour qui ces investissements doivent être décidés au niveau national. Il y a en revanche unanimité pour soutenir l’augmentation des investissements européens et nationaux dans la protection et la restauration de la nature, le RN et LR ne se prononcent pas sur un montant mais EELV-LE, LFI, PS-PP et Besoin d’Europe s’engagent à combler le déficit actuel de financement (de plus de 18 milliards d’euros par an) pour atteindre au moins 50 milliards d’euros annuels (cf. thème Protection de la nature et résilience face aux chocs climatiques). Dans leurs réponses, et leurs programmes, les partis développent parfois de manière détaillée leurs propositions pour financer la transition écologique.

### **Investissements privés: amélioration du cadre européen sur la finance durable**

Outil puissant, la finance verte oriente les capitaux et les investissements vers des activités durables du point de vue environnemental. Pour cela, il a fallu définir les activités durables ce qu'a fait la taxonomie européenne (2021). Toutefois cette classification est incomplète car il n'y a pas de distinction entre les activités non durables, qui devraient être rapidement abandonnées, et celles qui peuvent devenir "vertes" sous réserve qu'un plan d'investissement adéquat. Le WWF propose donc d'améliorer la classification en la clarifiant avec l'ajout de ces deux catégories : le nouveau système différencierait ainsi les activités économiques durables, non-durables et intermédiaires.

Un net clivage apparaît sur l'amélioration de la classification, EELV-LE, LFI, PS-PP la soutenant, Besoin d'Europe, LR et le RN s'y opposant clairement (Besoin d'Europe ne la jugeant pas prioritaire, LR estimant que la catégorie "activités durables" est suffisante, le RN craignant des "considérations idéologiques" et la fragilisation du choix du nucléaire).

*En quoi les positions des partis politiques français se distinguent-elles de celles des partis européens dont ils sont partenaires au parlement européen ?*

La liste PS-PP apparaît plus ambitieuse que le Parti Socialiste Européen en soutenant l'objectif d'investir 50 milliards d'euros par an dans la protection et la restauration de la nature quand le PSE ne s'engage pas sur un chiffre, ainsi qu'en soutenant l'extension de la taxonomie quand le PSE a préféré ne pas répondre à cette question. La liste Besoin d'Europe, quant à elle, apparaît moins ambitieuse que ses partenaires européens en s'opposant à cette extension quand le Parti Démocrate Européen la soutient et qu'ALDE préfère ne pas répondre.